

Rwanda : le Parlement européen réclame la libération de Rusesabagina

@rib News, 08/10/2021 – Source AFP Les députés européens ont réclamé jeudi la libération pour "raisons humanitaires" et le rapatriement vers la Belgique de l'opposant rwandais Paul Rusesabagina, ancien hôtelier rendu célèbre par le film "Hotel Rwanda", condamné à 25 ans de prison à Kigali.

Dans un texte non contraignant mais très largement adopté (660 voix pour, deux contre et 18 abstentions), le Parlement européen "condamne avec vigueur l'arrestation, la détention et la condamnation illégales de M. Paul Rusesabagina, qui sont contraires au droit international et au droit rwandais". Les eurodéputés, réunis en session plénière à Strasbourg, ont "demandé la libération immédiate de M. Rusesabagina pour des raisons humanitaires ainsi que son rapatriement, sans préjuger de sa culpabilité ou de son innocence", précisant que l'homme connu pour avoir permis le sauvetage de plus d'un millier de personnes durant le génocide de 1994 --et qui possède la nationalité belge--, a eu un cancer et souffre de troubles cardiovasculaires. Paul Rusesabagina, 67 ans, a été reconnu coupable le 20 septembre par un tribunal de Kigali "d'avoir fondé et d'appartenir" au Front de libération nationale (FLN), groupe rebelle accusé d'avoir mené des attaques meurtrières au Rwanda en 2018 et 2019. La Belgique a reproché à la justice rwandaise de ne pas avoir respecté la présomption d'innocence de l'accusé, le privant d'un procès "juste et équitable". Devenu l'un des plus virulents opposants au président rwandais Paul Kagame, Paul Rusesabagina a été rendu célèbre par le film "Hotel Rwanda" sorti en 2004, qui a raconté comment ce Hutu modéré a sauvé plus de 1.000 personnes réfugiées dans son établissement durant le génocide de 1994 qui a fait 800.000 morts, principalement des Tutsi. Il vivait depuis 1996 en exil aux Etats-Unis où il est détenteur d'une "carte verte" - et en Belgique, avant d'être arrêté à Kigali en 2020 dans des circonstances troubles, à la descente d'un avion qu'il pensait à destination du Burundi. Pour faire pression sur Kigali et son respect des droits humains, les eurodéputés demandent aussi à la Commission européenne "un examen critique de l'aide apportée par l'Union européenne au gouvernement et institutions rwandaises. "Nous avons constamment fait savoir aux autorités rwandaises que nous attendions que les droits de M. Paul Rusesabagina et de ses coaccusés à un procès équitable soient pleinement respectés", a déclaré jeudi un porte-parole de la diplomatie de l'UE, ajoutant que son cas a été soulevé "au plus haut niveau".

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});